



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante et unième session

DOCUMENTS OFFICIELS

1421^e séance

Mardi 5 juillet 1966

à 15 h 10

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Points 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10 et 17 de l'ordre du jour:

Pages

Débat général

Orateurs:

Le Secrétaire général	3
M. Sen (FAO)	7
M. Hoffman (PNUD).	9
M. Twigt (OACI)	11
M. Weber (UPU)	12

Président : M. T. BOUATTURA (Algérie).

Présents :

Les représentants des Etats suivants : Algérie, Cameroun, Canada, Chili, Dahomey, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Grèce, Inde, Irak, Iran, Luxembourg, Maroc, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Australie, Danemark, Italie, Japon, Mexique, Norvège.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé, Union postale universelle, Union internationale des télécommunications, Organisation météorologique mondiale, Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINTS 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10 ET 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales (E/4053 et additifs, E/4152, E/4187 et additifs, E/4221, E/4224 et Add.1; E/ECE/163; E/CN.12/752 et Add.1 et 2, E/CN.12/754; E/CN.14/345)

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique

et social et dans celui des droits de l'homme (E/4182 et Add.1, E/4183, E/4185/Rev.1 et Rev.1/Add.1, E/4188, E/4190, E/4191 et Corr.1 et 2, E/4193, E/4195 et Add.1, E/4197 et Add.1 et 2, E/4198 et Add.1, E/4199 et Add.1, E/4202, E/4205, E/4209, E/4215 et Corr.1)

Examen et réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil (E/4216)

Décennie des Nations Unies pour le développement (E/4196 et Add.1 à 3)

Planification et projections économiques (E/4046/Rev.1, E/4207 et Add.1; E/ECE/493/Add.1)

Financement du développement économique

- Courant international de capitaux et d'assistance** (E/4170, E/4171 et Corr.2)
- Moyens d'augmenter le courant international de capitaux privés** (E/4189 et Corr.1 et 2)

Activités dans le domaine du développement industriel (E/4192 et Add.1, E/4203, E/4229 et Add.1, E/4230)

Progrès social

- Rapport de la Commission des questions sociales** (E/4206 et Add.1; E/CN.5/401)
- Rapport sur la situation sociale dans le monde** (E/CN.5/402 et Add.1 et 2; E/L.1125)
- Rapport sur un programme de recherche et de formation en liaison avec des projets de développement régional** (E/4228; E/CN.5/403)

DÉBAT GÉNÉRAL

1. Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL souligne qu'il importe de considérer globalement la situation économique et sociale dans le monde et les efforts que les gouvernements déploient, seuls ou ensemble, pour en infléchir l'évolution. Bien que parfois il soit peut-être sage et nécessaire de faire des choix dans le domaine économique et social comme dans le domaine politique, la complexité et la diversité du processus du développement économique obligent à tenter un effort pour envisager les problèmes dans leur perspective. A cet égard, le Conseil a un rôle à jouer, qui est solidement établi dans la Charte et dont, aujourd'hui, il importe plus que jamais qu'il s'acquitte. D'ailleurs, le Conseil a maintenant à sa disposition plus de moyens qu'auparavant et il est, semble-t-il, de plus en plus disposé à s'en servir.

2. Loin de diminuer, le rôle du Conseil a grandi par suite de l'évolution structurelle qui s'est produite récemment dans des domaines d'une importance aussi vitale

que le commerce et le développement industriel. La création de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (UNCTAD) en tant qu'organe permanent est d'une importance évidente, de même que la création prochaine de l'Organisation pour le développement industriel, en tant qu'organisme nouveau dans le cadre de l'ONU. Mais les efforts qu'il faut faire pour améliorer la situation commerciale des pays en voie de développement et accélérer le rythme de l'industrialisation doivent être reliés à ceux que l'on accomplit pour stimuler le développement des ressources humaines et naturelles et activer les progrès dans d'autres domaines prioritaires. Ces efforts accrus sont essentiels en eux-mêmes et, s'ils sont préparés et mis en œuvre dans la perspective générale qui vient d'être évoquée, ils pourront s'épauler et devenir plus efficaces. Pour pouvoir examiner les questions dans cette perspective générale, les Membres de l'ONU sont en droit de compter sur l'aide du Conseil économique et social, dont la composition nouvelle correspond mieux à l'ampleur et à l'importance des régions en voie de développement comme des régions développées.

3. L'importance du rôle du Conseil se trouve accrue aussi du fait que la planification du développement, si imparfaites qu'en soient encore les méthodes, est aujourd'hui jugée indispensable par presque tous les gouvernements réellement soucieux d'accélérer le développement économique.

4. On reconnaît mieux aujourd'hui que le Conseil est l'organe auquel il incombe de déterminer les dimensions et la nature des problèmes internationaux qui se posent et les possibilités qui existent de les résoudre; cette prise de conscience a été hâtée par l'évolution récente de la situation économique et sociale dans le monde. Préoccupés qu'ils sont de l'immédiat, les dirigeants politiques ont tendance à perdre de vue le contexte général des problèmes et ses impératifs, ainsi que la nécessité de tendre vers une économie mondiale mieux intégrée. La coopération régionale entre pays industriels a provoqué un nouvel examen de la structure du commerce international et des investissements ainsi que de la division internationale du travail. On est allé fort loin dans ce domaine et, à certains égards, on risque d'aller trop loin. Par exemple, les discussions qui ont eu lieu entre les pays occidentaux concernant un plan de réforme monétaire internationale auquel seuls quelques pays influents pourraient participer ont fait craindre que la situation privilégiée de ces pays ne se trouve renforcée et qu'il ne soit pas tenu suffisamment compte des intérêts et des avis des pays en voie de développement. La lenteur avec laquelle sont mises en œuvre presque toutes les recommandations de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement — même celles qui ont été adoptées à l'unanimité — pourrait être due en partie au fait que les pays se préoccupent de leurs intérêts immédiats et relativement étroits.

5. Le régionalisme est devenu un principe moteur dans de nombreuses parties du monde et il s'est déjà montré capable de susciter des résultats remarquables. En vérité, certains pays peu développés ne semblent guère avoir de chances de progresser à moins d'agir conjointement

avec leurs voisins les plus proches. Une grande partie du travail le plus fécond entrepris dans le domaine de la compétence du Conseil a été accomplie sur le plan régional, par exemple grâce à la création des instituts régionaux de planification du développement et, plus récemment, des banques de développement d'Afrique et d'Asie. Toutefois le régionalisme ne devrait jamais dégénérer en provincialisme, et cela risque moins de se produire si, avec l'aide du Conseil, l'ONU peut donner aux dirigeants et aux négociateurs en matière de développement une perspective réellement mondiale et les persuader des avantages qu'il y a à planifier le développement dans cette perspective. C'est pourquoi il est encourageant que le Conseil soit désormais, non seulement à même de faire plus que simplement analyser la situation telle qu'il la voit de son point de vue central, mais encore mieux placé pour orienter et inspirer l'action des autres.

6. En 1965, à la 1369^e séance, le Secrétaire général avait dit sa déception devant les maigres résultats obtenus dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement. On constate encore un manque de dynamisme, et il est indispensable qu'au cours de la deuxième moitié de la Décennie, les gouvernements agissent avec la ferme volonté de prendre d'urgence des mesures à cet effet. Il est cependant assez encourageant de voir que l'on se tourne délibérément vers l'avenir et qu'une action plus cohérente est entreprise sous les auspices du Conseil. On peut en voir une preuve dans la suite qui a été donnée au souhait exprimé par le Conseil de voir les divers secrétariats des organismes du système des Nations Unies présenter dans les domaines prioritaires des programmes d'action concrets portant sur plusieurs années. Le Secrétaire général cite à titre d'exemple le programme de travail de cinq ans (E/CN.5/400, chapitre II) qu'il a soumis à la Commission des questions sociales à sa dix-septième session, et le programme quinquennal d'études pour la mise en valeur des ressources non agricoles¹ qu'il a présenté au Conseil en février 1966. La plus grande partie du premier a été incorporée dans le projet de programme de travail présenté au Conseil par la Commission des questions sociales, et les éléments essentiels du second ont été approuvés par un groupe d'experts hautement qualifiés et par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement.

7. Ce dernier comité de même que le Comité de la planification du développement, nouvellement créé, sont des instruments particulièrement importants à la disposition du Conseil. Leur mandat, leur composition et leurs méthodes de travail leur donnent de grandes possibilités. Malgré certaines difficultés, le Comité consultatif — dont, il faut l'espérer, le Conseil prorogera le mandat — a été un modèle de coopération mondiale. Son plan d'action mondial rompt avec la routine et vise les forces qui sont en train de transformer rapidement le monde; il ne peut que faire réfléchir et inspirer tous ceux qui s'occupent de coopération internationale

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 7 de l'ordre du jour, document E/4132, chap. V.

en vue du développement (voir E/4178). Quant au Comité de la planification du développement, il a indiqué dans son premier rapport, dont le Conseil est saisi à la présente session, qu'il accepte d'examiner les méthodes, statistiques et autres aspects pertinents des travaux de projection analytique pour l'économie mondiale « en vue de la formulation éventuelle d'un ensemble cohérent d'objectifs économiques et sociaux » (E/4207, par. 5 a).

8. De l'œuvre commencée par le Comité de la planification du développement, on peut attendre deux grandes choses. D'une part, l'ONU sera beaucoup plus à même d'aider les gouvernements à formuler ou à exécuter leurs plans de développement, et d'autre part la Décennie du développement, qui marque l'acceptation, tant par les pays industrialisés que par les pays en voie de développement, d'une responsabilité commune en vue d'obtenir un taux suffisant de croissance dans le tiers monde, prendra une signification nouvelle. Il n'en reste pas moins que les devoirs des pays industrialisés et des pays en voie de développement doivent être définis plus clairement et de façon plus précise afin que des normes puissent être mises au point pour servir à évaluer les véritables progrès accomplis par les deux groupes de pays dans leur commun effort pour élever le taux de croissance des pays en voie de développement. Grâce à son examen des plans et des résultats des divers pays, le Comité peut aider à préciser comme il convient les responsabilités de tous les gouvernements qui ont pris l'engagement d'atteindre les objectifs de la Décennie du développement. Compte tenu du souci réel de coordination qui existe maintenant, le Secrétaire général est persuadé que le Conseil peut jouer un rôle de plus en plus important en donnant à la Décennie du développement un sens plus plein.

9. Le Comité consultatif et le Comité de la planification du développement offrent de nouvelles possibilités importantes d'action concertée de la part des organisations du système des Nations Unies; ils sont aidés en cela par le Comité administratif de coordination (CAC), lequel conçoit sa tâche dans un sens positif et dynamique. La coopération entre les organisations se resserre, et une coopération plus étroite et plus agissante entre le CAC et le Conseil est en train de prendre forme.

10. La fixation de priorités, qui est au cœur même de la planification nationale, est une tâche beaucoup plus ingrate à l'échelon international. Cependant, avec l'aide d'organes subsidiaires nouveaux ou réorganisés, le Conseil devrait pouvoir extraire des multiples situations et politiques particulières un ensemble cohérent de buts et d'objectifs ainsi que de grandes lignes d'action. Le Secrétaire général espère que cette conception large de la situation économique et sociale dans le monde se reflétera toujours davantage dans le programme de travail des organisations du système des Nations Unies. Bien entendu, le Secrétariat participera à cet effort, dont on peut espérer qu'il aura pour résultat non seulement de faire de la Décennie du développement une réalité utile, mais aussi de préparer la voie pour un progrès économique et social plus rapide dans le monde pendant la décennie suivante.

11. Les chances à cet égard devraient être meilleures grâce au bon départ qui a été pris dans l'évaluation des activités opérationnelles. Les rapports des équipes constituées pour évaluer l'incidence globale des programmes de coopération technique dans trois pays, non seulement confirment qu'il est nécessaire d'augmenter l'efficacité des opérations, mais encore viennent étayer l'opinion que l'évaluation systématique des résultats peut favoriser beaucoup les progrès en ce sens. Il faudra étudier le problème plus à fond et de façon plus systématique que par le passé; dans son rapport sur la question (E/4151), le Secrétaire général a suggéré quelques solutions qui pourraient être adoptées.

12. Abordant le problème particulièrement important que pose la crise actuelle de l'assistance internationale, il constate qu'en matière de financement du développement la situation est véritablement paradoxale. Le dernier rapport annuel de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)² a démontré que, désormais, plus personne ne pouvait prétendre qu'il est inutile d'accorder plus d'aide parce qu'il y a une limite au volume de l'assistance internationale que les pays en voie de développement peuvent absorber et mettre à profit. Maintenant tout le monde reconnaît au contraire qu'au cours des prochaines années ces pays pourraient utiliser avec profit pour leur développement de 3 à 4 milliards de dollars supplémentaires par an. Ce chiffre calculé par la Banque correspond approximativement au montant qui serait nécessaire pour porter le courant actuel de capitaux de développement au niveau qu'avait prévu l'Assemblée générale en 1961 lorsqu'elle a indiqué que ces apports de capitaux devraient représenter au minimum 1 % du revenu national global des pays développés.

13. De plus, la première partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1965* (E/4187 et additifs) vient infirmer les dires de ceux qui prétendent que les pays en voie de développement n'ont pas fait grand-chose depuis cinq ans pour mobiliser leurs ressources nationales, et elle montre que les pays du tiers monde parviendront sans doute, pendant la deuxième moitié de la Décennie, à obtenir des résultats encore meilleurs. Dans un grand nombre de cas, le principal obstacle est, non pas d'ordre interne, mais bien plutôt l'insuffisance de ressources extérieures. Si, au cours des dernières années, le revenu national s'est beaucoup accru dans les parties développées du monde, l'aide financière aux pays en voie de développement, elle, a décliné, de sorte que le transfert de ressources des nations riches aux nations pauvres a été en raison inverse des possibilités qu'avaient les pays à fort revenu de fournir cette assistance. Les pays développés ne se sont pas non plus montrés très désireux de modifier sensiblement leur politique commerciale afin que les pays en voie de développement puissent voir leurs recettes en devises augmenter grâce à une intensification des échanges. Si cette tendance devait persister, la croissance des pays en voie de développement s'en trouverait de plus en plus freinée, car quels que soient leurs efforts, ils ne pourraient pas combler par leurs propres moyens le déficit de leurs avoirs en devises —

² Banque internationale pour la reconstruction et le développement, *Rapport annuel 1964-1965* (Washington, D.C.).

déficit que la charge de plus en plus lourde de leur dette ne fait qu'accroître. Ce déficit ne pourra être comblé ou réduit que si les pays développés sont disposés à agir tant sur le plan de l'aide que sur le plan du commerce. Le paradoxe frappe particulièrement lorsqu'on constate que certains grands pays donateurs stabilisent, voire réduisent, leurs engagements et que d'autres durcissent au lieu de les assouplir les modalités de leur assistance, au moment précis où les possibilités qui s'offrent à eux et les instruments dont ils disposent pour accorder une aide profitable ne font que se multiplier et se perfectionner.

14. Depuis quelques années, par exemple, on assiste à une floraison de consortiums, de groupes consultatifs et autres organismes analogues créés pour examiner les problèmes de tel ou tel pays et parfois d'un groupe de pays. C'est probablement à eux que l'on doit une meilleure utilisation des ressources disponibles pour le développement et une certaine augmentation de volume de l'assistance fournie à ces divers pays. Il est déjà prévu d'accroître encore le nombre de ces organismes et il faut espérer qu'ils réussiront à obtenir que les modalités d'octroi de l'assistance soient mieux adaptées à la situation propre à chaque pays en voie de développement.

15. La recherche de nouveaux moyens de financement du développement s'est trouvée grandement stimulée par les recommandations de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. C'est ainsi que la Commission des invisibles et du financement lié au commerce a examiné une proposition fort intéressante tendant à mettre sur pied un système international qui permettrait de consentir des prêts aux pays en voie de développement à un taux d'intérêt inférieur à celui qui a cours sur les marchés financiers internationaux; malheureusement, cette discussion s'est déroulée à un moment où la situation sur ces marchés était décourageante. Bien que les pays du tiers monde soient de plus en plus endettés et que cette situation devienne aiguë, une institution aussi solidement établie que l'Association internationale de développement (AID), qui a fait ses preuves en ce qui concerne l'octroi de prêts à des conditions favorables, a dû aller mendier pour obtenir les ressources supplémentaires dont elle avait si grandement besoin. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui a montré de façon concluante que l'on pouvait utilement et efficacement dispenser plus de ressources par le canal de l'ONU et des institutions qui lui sont reliées, devra bientôt ralentir ses activités si ses ressources annuelles restent inférieures aux 200 millions de dollars visés. De même, on est obligé de freiner le Programme alimentaire mondial ou de réduire l'ampleur des projets — outre que l'on se trouve dans l'impossibilité d'expérimenter la formule de la programmation — parce que les dons des gouvernements n'ont pas atteint l'objectif de 275 millions de dollars pour la période 1966-1968 que le Conseil avait proposé dans sa résolution 1080 (XXXIX).

16. Etant donné sa complexité, le processus du développement exige non seulement que l'on mette à la disposition des institutions et programmes existants

les ressources nécessaires pour leur permettre d'exercer parfaitement leur fonction, mais aussi que l'on examine toutes les autres possibilités d'action! Le Secrétaire général espère donc que la désorganisation des plans de développement, due à l'insuffisance des recettes d'exportation, à laquelle les experts des Nations Unies avaient proposé en 1961 de remédier par des mesures de compensation financière, cessera de paraître un problème insoluble si on l'aborde sous cet angle nouveau. Il espère aussi que l'on tirera pleinement profit de la création des nouvelles banques régionales de développement, qui peuvent encourager la coopération régionale en favorisant les projets de développement plurinationaux. Ces banques seront à même d'utiliser des fonds excédant largement ceux dont elles disposent actuellement et elles possèdent d'ores et déjà le dispositif nécessaire pour recevoir des fonds complémentaires. En même temps, il faut s'efforcer d'élucider des problèmes tels que les conditions de l'aide, les relations entre l'aide par le préinvestissement et l'aide par l'investissement, ou l'élargissement de l'aide alimentaire multilatérale.

17. La déception qui se fait jour actuellement au sujet de l'aide aux pays en voie de développement tient, dans une large mesure, au fait que l'on comprend mal le mécanisme du développement. Cette déception doit susciter des réactions de la part du Conseil et, en réalité, de tous les organes des Nations Unies; il appelle des efforts nouveaux de la part de tous les pays. Il faut souligner sans relâche que, si les obstacles auxquels les pays développés doivent faire face pour accroître de façon sensible le niveau de leur aide sont réels et ne doivent pas être sous-estimés, le danger qu'il y aurait à laisser les besoins insatisfaits d'année en année est plus grave encore. Le monde n'a pas encore réussi à écarter la menace des épidémies ou de la famine, et en présence d'une telle situation, le Secrétaire général se demande si la communauté internationale saura être assez audacieuse pour envisager de fournir une assistance internationale telle que tous les pays soient en mesure de maintenir leur approvisionnement en denrées alimentaires au-dessus du niveau de famine sans avoir à contracter de dettes politiques. L'Assemblée générale l'a chargé d'étudier cette grave question, de concert avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et avec d'autres organisations et programmes intéressés. Le rapport sur la question sera présenté sous la forme d'un « guide pour l'élaboration d'une politique », ainsi que l'a proposé le représentant de l'Argentine lors d'une récente réunion du Comité des produits de la FAO.

18. De grands efforts sont déployés aussi pour mettre fin au dénuement de l'esprit par les programmes d'alphabétisation et d'éducation et par l'action dans le domaine des droits de l'homme. Le rôle éminent que l'Organisation est appelée à jouer dans ce domaine apparaît beaucoup plus indispensable encore depuis les dernières décisions de l'Assemblée générale touchant la discrimination raciale ainsi que toutes les autres formes de discrimination, l'accélération des travaux consacrés aux pactes relatifs aux droits de l'homme et la pro-

clamation de l'année 1968 comme Année des droits de l'homme. Les travaux préparatoires en vue d'une importante conférence internationale sur les droits de l'homme, prévue pour cette année-là, ont déjà commencé; l'une des tâches de la conférence sera de formuler et de préparer un programme précis de mesures à prendre après la célébration du vingtième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Toutes ces activités traduisent la volonté croissante des Etats Membres de déployer des efforts soutenus pour faire mieux reconnaître et mieux sauvegarder la dignité de l'homme.

19. M. SEN (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), présentant le rapport annuel de la FAO (E/4195 et Add.1), fait observer que, pour de vastes régions du monde, la menace de famine s'est encore rapprochée. Les chiffres les plus récents dont on dispose sur la campagne agricole 1965/66 montrent que la production vivrière de l'ensemble du monde n'a pas augmenté par rapport à la campagne précédente. Du fait que l'accroissement démographique s'est poursuivi au rythme de 2 % par an, la production alimentaire par habitant, pendant la période considérée, a baissé à peu près dans la même proportion. Il s'agit donc pour le monde d'une régression plutôt que d'une stagnation. Selon les estimations, la production de denrées alimentaires par habitant a baissé, au cours de l'année, de plus de 4 % en Extrême-Orient, en Amérique latine et en Afrique, régions qui ensemble représentent environ 60 % de la population mondiale. La diminution rapide des excédents de blé est aussi un phénomène très significatif. Actuellement, le volume des excédents ne dépasse pas celui des réserves normales d'une année. On attribue cette diminution, pour une large part, au succès des mesures adoptées par les Etats-Unis pour réduire les stocks et aux achats effectués par la Chine continentale et l'URSS pour compenser les insuffisances de leur production. Tout en réduisant systématiquement les réserves, les Etats-Unis d'Amérique envisagent d'adopter un projet de loi, intitulé « *Food for Freedom* », qui habiliterait le gouvernement à prendre des mesures spéciales pour employer la capacité inutilisée, dans les cas où l'on disposerait d'un préavis suffisant pour produire les denrées nécessaires aux pays déficitaires, et, le cas échéant, à effectuer des achats sur le marché libre.

20. Le Conseil est saisi du schéma de l'étude interinstitutions sur l'assistance alimentaire multilatérale qui doit être entreprise en application de la résolution 2096 (XX) de l'Assemblée générale (E/4210). Il faudrait notamment déterminer s'il serait possible d'inciter certains pays en voie de développement à produire des excédents de denrées alimentaires qui seraient achetés, à des prix raisonnables, et répartis, par des organismes multilatéraux, entre les pays nécessiteux. Etant donné que de nombreux pays en voie de développement dépendront pendant longtemps encore de leur potentiel agricole pour se procurer les devises nécessaires à leur industrialisation, on devrait accueillir favorablement toutes les mesures de nature à faciliter l'augmentation de leur production agricole. Toutefois, le succès de ce projet serait fonction de la mesure dans laquelle les

pays donateurs seraient prêts à fournir des fonds pour acheter aux pays en question les produits nécessaires à l'aide alimentaire. Le déséquilibre entre l'accroissement démographique et la production vivrière est tel qu'une seule mauvaise campagne assez généralisée risque de susciter une grave pénurie. On doit donc persuader les pays développés d'utiliser leur propre potentiel de production pour constituer des réserves, tout en augmentant l'aide qu'ils fournissent à l'agriculture des pays en voie de développement. Comment et où constituer et entreposer des excédents? Comment en assurer le financement? Ce sont là des questions auxquelles il est urgent de répondre. La clé du problème se trouve dans l'élaboration d'une formule de partage équitable, entre les pays développés, des dépenses qu'entraîneraient la constitution des réserves et l'octroi d'une aide alimentaire. A cet égard, il ne faut pas oublier l'existence du Programme alimentaire mondial — instrument qui a fait ses preuves dans la répartition, sur une base multilatérale, d'une aide alimentaire. La Campagne mondiale contre la faim, lancée il y a six ans, va être intensifiée de plusieurs manières.

21. La FAO étudie la possibilité de fournir du matériel et des produits éprouvés, comme des engrais, des pesticides, des insecticides et des pompes à moteur pour l'irrigation des petites exploitations. Si la solution du problème de la fourniture rapide des facteurs de production agricole consiste, à long terme, à créer et à développer les industries appropriées dans les pays en voie de développement eux-mêmes, il y a lieu, cependant, de toute évidence, de faire des efforts systématiques pour satisfaire les besoins immédiats. On a donc demandé aux pays membres de la FAO d'étudier la possibilité d'élaborer, sous les auspices de cette organisation, un programme concernant les facteurs de production alimentaire. En élaborant les détails de ce programme, la FAO ne perdra pas de vue qu'il faut convaincre les pays développés que, s'ils ne prennent pas des mesures systématiques pour qu'une fraction importante de leur aide bilatérale serve à stimuler la productivité agricole dans les pays en voie de développement, l'assistance qu'ils fourniront dans d'autres secteurs ne pourra porter ses fruits.

22. La conservation et l'exploitation des stocks ichthyologiques dans les océans et dans les eaux intérieures se traduiraient par une augmentation des ressources alimentaires, en ce qui concerne notamment les protéines animales, dans de nombreuses régions du monde. A sa treizième session, la Conférence de la FAO a pris deux mesures importantes: elle a constitué, à un niveau élevé, un Comité permanent des pêches chargé de donner des avis à la FAO sur les mesures à prendre dans ce domaine et de servir d'organe de consultation sur les problèmes internationaux relatifs à la pêche, et elle a créé, au sein du secrétariat, un Département des pêches. Ces mesures favoriseront l'exploitation rationnelle des stocks ichthyologiques dans le monde et la préservation des réserves de produits alimentaires essentiels, provenant de sources où la coopération internationale s'impose.

23. La réforme agraire est un facteur institutionnel important du développement agricole. A la suite des

débats qui ont eu lieu à la Conférence mondiale sur la réforme agraire, organisée récemment sous les auspices de l'ONU et de la FAO, en étroite collaboration avec l'OIT, les gouvernements sont mieux placés pour évaluer leurs priorités et déterminer les mesures les mieux appropriées à leur pays.

24. Reconnaissant l'importance de la science et de la technique dans le processus d'édification d'une agriculture moderne dans les pays en voie de développement, le Conseil a créé, en 1963, un Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. Le moment est venu d'étudier l'orientation future à donner aux travaux du Comité, qui ne progresse guère vers les objectifs à atteindre. Pour améliorer la situation, il conviendrait peut-être de mettre le Comité à même de travailler en contact direct et aussi étroit que possible avec les organisations du système des Nations Unies. Si le Comité comprenait des nouveaux membres pris au sein des groupes scientifiques et techniques des institutions spécialisées, les travaux du Comité et les activités des institutions seraient probablement mieux coordonnés et les recommandations du Comité pourraient être plus facilement intégrées aux programmes de travail des institutions.

25. Les investissements sont un élément essentiel de toutes les mesures destinées à élever la productivité agricole. L'utilité du programme de coopération FAO/BIRD n'est plus à prouver. La BIRD et l'AID ont accordé pour 167 millions de dollars de prêts et de crédits et 135 missions ont été effectuées dans 50 pays. Dans le cadre de ce programme on s'attache à orienter les projets du PNUD vers l'investissement. L'accord conclu avec la Banque interaméricaine de développement a donné des résultats importants et des accords analogues de coopération avec les banques asiatique et africaine de développement sont envisagés.

26. On a pris récemment des mesures pour assurer la coopération de l'industrie privée à la mise en œuvre des recommandations adoptées à la suite des travaux de préinvestissement effectués par la FAO au titre du PNUD. Le programme établi à cette fin vise à organiser l'échange de renseignements d'ordre technique et économique sur les activités de développement, à proposer des mesures pour rendre la situation plus favorable aux investissements étrangers dans les industries qui stimulent l'agriculture et, en faisant appel aux compétences du personnel de direction, à l'expérience scientifique, à la technique et aux capitaux de l'industrie privée, à entreprendre des opérations d'investissement effectives avec la coopération des gouvernements et de l'industrie.

27. La FAO, dont le désir est de coopérer, sur la base de la réciprocité, avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, a toujours bien accueilli les nouveaux efforts qui sont déployés pour favoriser le développement industriel. Dans ce domaine, les responsabilités constitutionnelles de la FAO s'étendent à la transformation des denrées alimentaires et des matières premières tirées des ressources agricoles renouvelables. On ne saurait envisager le problème de ces industries de transformation indépendamment

des divers aspects de la production des matières premières ni des considérations d'ordre social touchant les producteurs.

28. Les forêts et les industries forestières offrent d'immenses possibilités; les débats les plus importants du sixième Congrès forestier mondial ont porté sur le financement du développement de ces industries. La consommation mondiale des produits dérivés du bois augmente rapidement et, dans un avenir immédiat, de nombreux pays développés, notamment en Europe, vont manquer de bois et de fibres. Cet état de choses offre aux pays en voie de développement l'occasion d'accroître leurs exportations. Toutefois, les industries forestières de grande envergure, tout comme d'autres industries de transformation des produits agricoles, sont des entreprises qui exigent une planification rigoureuse de la production des matières premières. C'est pourquoi la Conférence de la FAO a demandé d'élaborer un programme plus dynamique pour stimuler les industries de transformation des produits tirés de l'agriculture, de la pêche et des forêts. On va mettre tout en œuvre pour satisfaire cette demande.

29. Pour accélérer l'expansion industrielle, il faut intervenir dans bien des domaines. Il est donc essentiel que la nouvelle Organisation des Nations Unies pour le développement industriel travaille en étroite collaboration avec les institutions spécialisées. Heureusement, le projet de résolution préparé par le Comité spécial concernant l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (E/4192, par. 11) prévoit cette coopération, encore que, comme le signale le CAC dans son rapport (E/4191, par. 28), certaines des dispositions concernant la coopération et le non-chevauchement des activités manquent de clarté et que certaines des tâches envisagées soulèvent des problèmes d'ordre constitutionnel. Ainsi, une organisation qui est appelée à la fois à jouer un rôle actif dans un domaine particulier et à exercer des fonctions de coordination vis-à-vis d'autres institutions s'occupant du même domaine peut difficilement éviter que ses intérêts en qualité d'organe opérationnel n'altèrent son jugement en tant qu'organe coordonnateur. Le Conseil étant l'autorité chargée, aux termes de la Charte, de la coordination entre les institutions, il ne peut se départir de son rôle dans ce domaine important. Les membres du CAC ont examiné les incidences des dispositions du projet de résolution avec les membres du Comité spécial de coordination, au cours de leur réunion commune (voir E/4233 et Corr.1), et il faut espérer que le Conseil et l'Assemblée générale pourront trouver une solution acceptable.

30. On admet généralement qu'il est urgent d'atténuer l'instabilité des prix des denrées agricoles sur le marché mondial et d'arrêter leur baisse. Le programme d'études et de consultations sur les problèmes relatifs aux produits de base qui est en cours dans les diverses institutions n'a pas donné lieu à la conclusion d'accords internationaux sur ces produits ni à l'adoption d'autres mesures. On a pu néanmoins dégager certaines idées pour aborder sous un angle nouveau les problèmes touchant aux échanges et aux produits de base. On a notamment proposé d'adopter des mesures financières

compensatoires ou complémentaires pour contrebalancer la baisse des recettes d'exportation et de conclure des accords sur les produits de base contenant des dispositions relatives non seulement aux prix sur le marché mondial, mais aussi aux prix nationaux, aux politiques de production, au maintien de stocks et à l'utilisation des excédents. La FAO, qui travaille en étroite association avec l'UNCTAD et le GATT, cherche encore à resserrer cette coopération.

31. Le Conseil doit s'attacher au problème de la formation à la planification du développement économique. A quelques exceptions près, les programmes des instituts de formation dans ce domaine ne sont pas coordonnés et les connaissances techniques des institutions spécialisées ne sont pas toujours utilisées à bon escient. Le moment est venu d'inventorier le travail de tous ces instituts. L'Institut de formation et de recherche des Nations Unies pourrait éventuellement constituer une équipe d'experts qui serait chargée d'évaluer objectivement les dispositions touchant à l'organisation des instituts et d'examiner avec soin leurs programmes. Cette équipe pourrait également recommander des méthodes propres à assurer la bonne coordination des contributions apportées par les institutions spécialisées pour rendre ces instituts plus efficaces.

32. Le plan indicatif mondial de la FAO pour le développement agricole vise à fournir le cadre international qui aidera les gouvernements à formuler et à mettre en œuvre leur politique agricole, à concilier les divergences entre les politiques de production et du commerce des divers pays et à guider, pour ce qui est de l'aide internationale, tant les pays bénéficiaires que les pays donateurs et les organisations. Le plan indiquera l'importance approximative des facteurs — investissements, main-d'œuvre qualifiée et biens de production — qui seraient nécessaires pour que la production atteigne un taux de croissance annuel de 4 %. Il analysera les politiques à suivre dans les domaines de la technique, de l'économie et de l'organisation pour obtenir de ces facteurs un rendement maximal et traitera tout spécialement des problèmes de caractère institutionnel et des mesures à prendre pour les résoudre. Il tiendra compte du problème démographique et étudiera les effets de réductions déterminées de la croissance démographique d'ici à 1975 et 1985. Il se placera dans une perspective de dix et de vingt ans, proposant des objectifs pour 1975 et 1985. Ces objectifs varieront d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre en fonction des besoins, des possibilités pratiques et de l'évolution prévisible des marchés mondiaux. Pour atteindre les objectifs du plan, il faudra trouver — et c'est à une condition essentielle — des sources d'aide multilatérale et bilatérale suffisantes. On s'inquiète de ce que le volume de l'aide n'a pas suivi, au cours des dernières années, les besoins et la capacité d'absorption des pays en voie de développement. Non moins inquiétant est le fait que l'agriculture figure pour moins de 10 % dans le volume total de l'aide. On espère que les principaux pays donateurs réexamineront complètement leurs programmes d'assistance bilatérale pour donner la priorité absolue aux dispositions de nature à encourager les pays en voie de développement à prendre, dans leurs plans, des

mesures pour élever la productivité agricole. La recherche d'une formule équitable de partage des dépenses relatives aux réserves et à l'aide alimentaires doit occuper une place importante dans ce nouvel examen.

33. M. HOFFMAN (Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement) dit que la première session du Conseil d'administration du PNUD a été consacrée essentiellement à la formulation du règlement intérieur de cet organe et à l'approbation du programme de projets recommandé par le Directeur.

34. Le Ministre des affaires étrangères d'Italie a ouvert la deuxième session, qui s'est tenue à Milan dans d'excellentes conditions, et le Pape Paul VI, dans un message adressé aux membres du Conseil d'administration par l'intermédiaire du Secrétaire général, a salué les buts du PNUD comme étant d'une extrême importance. Le développement, a dit le Pape, est le nouveau nom de la paix. A titre d'expérience, les deux premières journées et demie de la deuxième session ont été consacrées à des réunions privées qui ont permis de larges débats entre les membres du Conseil et le secrétariat, à la fois sur les principes qui régissent les opérations du PNUD et sur le programme proposé. L'expérience a été jugée extrêmement satisfaisante et on a estimé que cette façon de procéder devrait être retenue pour l'avenir.

35. En séance publique, on a engagé la direction du PNUD à présenter, à la demande des gouvernements, des projets d'usines pilotes ou de démonstration dans le cadre des activités de préinvestissement. Il est généralement admis que la participation du PNUD à l'implantation de tels établissements doit se limiter à ceux susceptibles d'avoir un effet d'entraînement. Un certain nombre de représentants ont souligné que le PNUD doit constamment avoir en vue que l'investissement représente le but final de toutes ses activités.

36. Les membres du Conseil d'administration ont été satisfaits de noter que des liens plus étroits avaient déjà été établis entre les activités de préinvestissement du PNUD, d'une part, et les activités d'investissement de la BIRD et de la Banque interaméricaine de développement d'autre part, et que des relations semblables devaient être établies avec les banques asiatique et africaine de développement et certaines autres institutions d'investissement.

37. Un fonds de roulement de 7,5 millions de dollars a aussi été institué pour faire face aux imprévus au titre des opérations d'assistance technique du PNUD, ainsi qu'aux coûts de la préparation des projets du type Fonds spécial et au financement préliminaire d'opérations du type Fonds spécial. La seule nouveauté du fonds renouvelable réside dans l'affectation de 2 millions de dollars au financement préliminaire pendant une période expérimentale de dix-huit mois. Cette autorisation a été donnée sous la condition qu'aucune somme supérieure à 300 000 dollars ne serait affectée à un projet particulier avant que cette affectation ait été approuvée par le Conseil d'administration à sa session ordinaire suivante, et que le fonds ne serait utilisé qu'en cas d'extrême urgence et de grande importance pour les pays en voie de développement. La direction fonde de

grands espoirs sur cette nouvelle procédure, car dans le passé le PNUD ne pouvait procéder rapidement aux études de viabilité demandées par les institutions de financement préalablement à l'octroi d'une aide financière dans les cas où la demande avait été faite quelques mois avant la réunion du Conseil d'administration. La direction espère qu'il sera possible, pendant les dix-huit mois de la période expérimentale, de gagner trois ou quatre mois entre l'approbation et le commencement des opérations de huit à dix projets.

38. Par suite de la fusion du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial, les services du Codirecteur, M. Owen, et d'autres fonctionnaires du secrétariat de l'ancien Bureau de l'assistance technique sont devenus disponibles pour des activités relevant auparavant du Fonds spécial, et une répartition plus rationnelle des tâches a été effectuée.

39. De nombreuses délégations ont été particulièrement intéressées par la possibilité d'étendre le système du budget par projet aux opérations d'assistance technique du PNUD en 1968, à la fin de la période biennale en cours, et on a demandé au Directeur de soumettre à la session de janvier 1967 du Conseil d'administration un rapport préliminaire sur ce problème complexe en vue d'arriver, à la session de juin, à une décision sur la possibilité d'une telle modification.

40. Les mesures prises pour renforcer le Bureau de l'évaluation et des rapports ont été approuvées, et il a généralement été admis que la tâche d'évaluation qui revient au PNUD ne doit pas seulement s'étendre à la durée du projet, mais aussi au-delà, de façon à déterminer si son effet sur le développement justifie les dépenses encourues. On a aussi reconnu la grande valeur des évaluations réalisées par les experts compétents, indépendants du PNUD, comme celles que le Conseil économique et social a fait effectuer pour certains pays.

41. A la suite du débat qu'a suscité la note du Directeur sur l'assistance remboursable, au cours duquel un certain nombre de représentants ont formulé des réserves concernant l'utilisation de cette forme d'assistance, la direction est arrivée à la conclusion que de l'avis général des pays développés et des pays en voie de développement, le Directeur ne devait pas favoriser les projets remboursables en tout ou en partie.

42. Les opinions ont été nettement divisées au cours du débat consacré au rapport du Directeur sur la transformation éventuelle du PNUD en un fonds d'équipement, et il a été convenu de renvoyer la discussion à la prochaine session du Conseil d'administration.

43. Les résultats globaux de la deuxième session du Conseil d'administration ont été considérés comme extrêmement constructifs. Le sentiment unanime a été qu'en vue d'assurer une discussion plus méthodique en réunion privée, le programme devrait être examiné par catégories fonctionnelles. De nombreuses délégations ont aussi exprimé l'opinion que le débat général devait être réduit ou supprimé.

44. Les 55 projets recommandés dans le programme ont été officiellement approuvés, avec cependant des réserves de la part de certaines délégations à l'égard d'un petit nombre de projets.

45. La première session du Bureau consultatif inter-organisations a revêtu une grande importance du fait qu'elle a réuni pour la première fois les chefs des secrétariats des institutions spécialisées et les responsables du PNUD pour examiner quels changements de politique ou de méthodes pourraient permettre à l'ensemble du système des Nations Unies de mieux servir les pays en voie de développement. On a notamment examiné la question des rapports entre les représentants résidents du PNUD et les services extérieurs des institutions spécialisées, ainsi que celles du recours croissant aux sous-traitants et du recrutement d'experts. On a admis généralement que les dix principes énoncés en 1961 par le CAC devaient continuer à régir les activités du PNUD, mais qu'un besoin de précision se faisait sentir. Dans l'ensemble, on a réservé un accueil favorable à une proposition du Directeur général de la FAO tendant à ce que les représentants des institutions spécialisées dans un pays donné jouent un rôle consultatif auprès des représentants résidents en ce qui concerne les questions de principe, et à ce qu'on s'en remette entièrement à eux pour ce qui est des questions techniques. On a décidé de réunir vers la fin de septembre 1966 une conférence de tous les fonctionnaires du recrutement des diverses institutions spécialisées pour passer en revue les pratiques actuelles, afin, éventuellement, de découvrir de nouvelles possibilités de recruter des experts de qualification exceptionnelle.

46. Une conférence d'une semaine réunissant les représentants résidents du PNUD dans le monde entier et les représentants de douze institutions spécialisées vient de s'achever au Centre international de perfectionnement professionnel et technique de l'OIT à Turin. Des experts éminents dans le domaine de l'assistance au développement ont tout d'abord présenté une vue d'ensemble de la situation du développement dans le monde. La conférence s'est alors scindée en deux groupes, et un échange de vues animé a eu lieu sur les problèmes d'intérêt commun à la direction du PNUD, aux fonctionnaires des services extérieurs et aux institutions spécialisées. A la suite de ces réunions officielles, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial et les représentants des institutions spécialisées ont fait des déclarations relatives à leurs problèmes particuliers comme à ceux d'intérêt commun, et les participants ont entendu une déclaration du Secrétaire général.

47. Quant à la situation financière du PNUD, les contributions annoncées pour 1966 se montent à environ 160 millions de dollars, alors que l'objectif visé est de 200 millions de dollars. Même si cet objectif est atteint à la prochaine conférence d'annonce des contributions, les fonds disponibles pour affectation limiteront le programme de 1967 à un chiffre inférieur d'environ 25 millions de dollars à celui de 1966. Cela entraînera un arrêt regrettable dans le progrès enregistré jusqu'ici par le Programme élargi d'assistance technique et le Fonds spécial. La situation serait encore plus difficile si l'objectif de 200 millions de dollars n'était pas atteint.

48. Il serait tragique que le courant des fonds destinés au développement se ralentisse. Les activités de préinvestissement du PNUD ont démontré au-delà de

tout doute que, bien conçues, ces activités attireraient un volume considérable de capitaux de développement. Entre décembre 1965 et avril 1966, on a enregistré 148,5 millions de dollars d'investissements supplémentaires, ce qui a porté le total des investissements consécutifs à seulement 27 projets du Fonds spécial à 1 216,5 millions de dollars, dont 373 millions de dollars de capitaux nationaux et 844 millions de dollars de capitaux extérieurs. Depuis le 30 avril 1966, un certain nombre d'investissements supplémentaires ont encore été réalisés à la suite de projets du PNUD.

49. Les premières années de la Décennie du développement ont été décevantes du point de vue de l'accroissement du revenu individuel des centaines de millions d'hommes des pays en voie de développement. Les revenus individuels ont augmenté d'environ 1 % par an, mais on ne saurait affirmer que c'est en conséquence de l'accroissement du courant de capitaux des pays riches vers les pays pauvres ; en effet, ce courant est resté à peu près stationnaire depuis six ans. Le mérite doit en revenir essentiellement aux efforts héroïques des peuples des pays en voie de développement.

50. Alors que des facteurs internes, tels que la détermination des peuples et de leurs gouvernants, l'adoption de politiques encourageant l'épargne et l'investissement, des conditions commerciales raisonnables et la stabilité politique sont des éléments essentiels au développement économique, on ne peut nier que la fourniture de biens et services indispensables en provenance de pays plus développés est tout aussi vitale. En 1965, le courant de capitaux en provenance des principaux pays exportateurs a été d'environ 9,5 milliards de dollars, mais il y a eu un courant inverse de 3,5 milliards sous forme de remboursements, dividendes et intérêts, laissant un solde net de 6 milliards de dollars. Ce chiffre est loin d'atteindre un objectif raisonnable, et M. Hoffman estime qu'il devrait être plus que doublé. On doit viser, pour 1970, à un courant annuel net d'environ 14 milliards de dollars, objectif que l'on ne saurait atteindre si les 8 milliards supplémentaires devaient être fournis par les contribuables des pays développés. Cela n'est cependant pas nécessaire. En 1965, les prêts non commerciaux ont représenté environ 1,8 milliard de dollars sur le total net de 6 milliards, et les activités de préinvestissement 500 millions de dollars. Sur ce total, 1,3 milliard de dollars a pris la forme d'investissements stables, privés et publics, et de prêts bancables à taux d'intérêt commercial. Il est absolument nécessaire de porter, d'ici à 1970, les ressources disponibles pour les prêts non commerciaux de 1,8 milliard de dollars à 2,8 milliards et, pour les activités de préinvestissement, de 500 millions de dollars à un milliard de dollars. Si ces deux accroissements sont réalisés, une part importante, sinon la totalité, du courant supplémentaire de capitaux de 8 milliards de dollars pourrait prendre la forme d'investissements stables et de prêts bancables à taux d'intérêt normal.

51. Les accroissements proposés porteraient la charge totale reposant sur les contribuables à un peu plus de 6 milliards de dollars. Cette somme n'est pas négligeable mais, en 1965, les pays exportateurs de

capitaux ont enregistré un produit national brut de 1 300 milliards de dollars et leurs dépenses militaires ont approché de 100 milliards de dollars. Doivent-ils, demande M. Hoffman, continuer à dépenser sans compter pour la défense et la guerre tout en refusant aux constructeurs de la paix la somme relativement faible dont ils ont besoin pour s'acquitter efficacement de leur tâche ?

52. L'objectif essentiel pendant le reste de la première Décennie du développement est de préparer l'accroissement substantiel du taux de croissance qui devrait intervenir pendant la prochaine décennie du développement. Un des facteurs favorables est le fait qu'un certain nombre de pays ont fait des progrès spectaculaires dans les années soixante et que les revenus individuels y ont augmenté de 4 à 8 %. La compréhension du processus complexe du développement a aussi été plus grande. Si l'assistance extérieure indispensable s'accroît, il est à prévoir que bon nombre de pays deviendront exportateurs et non plus importateurs de capitaux.

53. Il faut cesser de considérer l'assistance comme une aide étrangère et de parler de pays riches qui aident les pays pauvres. Aucun pays n'est trop pauvre pour en aider un autre et aucun pays n'est trop riche pour ne pas bénéficier d'une association à la plus grande aventure du ^{xx}e siècle : la réalisation d'une économie mondiale en expansion rapide.

54. M. TWIGT (Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale) présente un rapport analytique sur l'activité de l'OACI dans les domaines qui intéressent le Conseil (E/4185/Rev.1). Un exposé plus détaillé de cette activité se trouve dans le rapport du Conseil de l'OACI à l'Assemblée (E/4185/Rev.1/Add.1).

55. Le rapport analytique considère à juste titre comme parfaitement normaux les avantages qui découlent de l'utilisation des avions. L'argument avancé quelques années auparavant par le comité des trois qui avait été chargé de reviser le Programme élargi d'assistance technique et selon lequel l'aviation civile ne pouvait jouer aucun rôle dans un programme de développement économique, n'a fort heureusement pas été retenu. Comme l'a fait observer un représentant de l'OACI lors d'une réunion internationale, de telles réunions ne pourraient pas se tenir en l'absence de transports aériens.

56. M. Twigt appelle l'attention du Conseil sur la section du rapport qui traite de l'aviation civile internationale et dont il ressort que les services réguliers de transports aériens — la forme de transport qui se prête le plus aisément à une évaluation quantitative — à eux seuls doublent de volume tous les six ans. Pour se faire une idée de cette extension, il suffit de songer aux répercussions qu'un accroissement comparable du nombre des traversées ou des trains aurait dans les grands ports ou les principales gares ferroviaires. On trouve dans la même section du rapport des indications concernant l'ampleur et le rythme des progrès techniques, qui se sont traduits par des changements rapides

dans la technique d'exploitation des transports aériens, ce qui a posé à l'OACI des problèmes plus considérables encore d'adaptation.

57. La section du rapport consacrée au développement des ressources humaines donne des indications sur l'ampleur des ressources dont l'OACI dispose pour fournir une assistance directe aux Etats par la formation technique d'agents des transports aériens. Il n'est plus nécessaire, de l'avis du représentant de l'OACI, de souligner l'importance de cette forme d'aide ; toutefois, dans certains cas il serait bon que les gouvernements examinent à nouveau les possibilités qui leur sont offertes d'envoyer des étudiants dans des écoles régionales, comme par exemple les bourses d'études attribuées au titre de programmes bilatéraux ou multilatéraux, et qu'ils fassent également l'inventaire de leurs propres ressources dans ce domaine. Les écoles régionales n'offrent pas seulement une solution particulièrement intéressante au problème posé par le manque de fonds, mais elles sont de plus, du point de vue technique, les meilleurs établissements de formation dans cette branche.

58. Si, comme cela semble probable, l'année 1967 est désignée comme Année internationale du tourisme, l'OACI participera à sa célébration en donnant la priorité à l'exécution de certaines parties de son programme de travail courant. Parmi les normes promulguées par l'OACI, il convient de mentionner celles qui visent à faciliter les transports et les voyages aériens par la réduction des formalités et autres difficultés bureaucratiques. L'OACI poursuit en outre certaines études sur les voyages, dans certains cas en consultation et de concert avec l'UNCTAD et l'Union internationale des organismes officiels de tourisme.

59. L'OACI se félicite d'être en mesure de contribuer au développement d'une forme de transport qui prend rapidement de l'extension, qui devient de plus en plus économique et qui est de nature à contribuer utilement au développement économique mondial.

60. M. WEBER (Directeur général de l'Union postale universelle), présentant le rapport de l'UPU (E/4199 et Add.1), dit que les activités de l'Union peuvent sembler aux membres du Conseil d'un intérêt moindre que celles des institutions spécialisées qui appliquent de vastes programmes opérationnels, d'autant plus que les activités de l'Union, fondée il y a près d'un siècle, se déploient un peu à la périphérie du groupe d'institutions des Nations Unies.

61. Les services postaux, tant nationaux qu'internationaux, visent à assurer aux individus et à l'économie mondiale les moyens de communication les plus efficaces. Ces services constituent un instrument précieux pour rapprocher les peuples et pour faciliter l'organisation de l'industrie et du commerce dans les pays en voie de développement. Les grands progrès techniques des dernières années ont été indispensables pour faire face au volume croissant du trafic postal, compte tenu notamment des difficultés auxquelles se heurte le recrutement du personnel. Il demeure néanmoins que l'élément humain jouera toujours un rôle prépondérant dans les services postaux.

62. La Commission consultative des études postales assure, au profit des pays membres de l'UPU, des échanges d'informations sur les progrès techniques ; ce rôle d'information constitue l'une des principales attributions du Bureau international de l'Union, qui publie une revue mensuelle en sept langues et fait paraître un nombre croissant d'études postales.

63. Au cours des dernières années, l'UPU a grandement développé sa collaboration avec l'ONU et avec les institutions spécialisées. Bien que les activités d'assistance technique de l'Union puissent paraître modestes si on les juge d'après le nombre d'experts envoyés et de bourses attribuées, il convient de ne pas oublier que la partie de beaucoup la plus considérable de l'assistance dans le domaine postal a été assurée par voie bilatérale ; or, le nombre d'experts envoyés sur cette base a été quinze fois supérieur à celui des experts procurés dans le cadre du PNUD, tandis que le nombre de bourses attribuées a été sept fois plus élevé.

64. Au cours de sa session de 1966, tenue à Berne, le Conseil exécutif de l'UPU a accordé une attention particulière à un certain nombre de problèmes qui sont mentionnés dans le rapport. Il a créé un fonds spécial de formation professionnelle en vue de permettre à l'Union de fournir sur place aux pays en voie de développement une aide pour l'organisation de cours et de cycles d'étude. Les manuels qui seront publiés à cet effet par le Bureau international ne contiendront pas seulement les informations techniques indispensables, ils permettront aussi de donner au personnel postal l'éducation civique indispensable dans un service public appelé à mériter la confiance et le respect de la population. Le sens des responsabilités qui a été développé par ce moyen a permis à de nombreux travailleurs des administrations postales d'atteindre une position élevée dans leur pays. L'UPU a été en mesure de contribuer utilement de cette façon au développement des ressources humaines.

65. Le Conseil exécutif a pris l'importante décision de conclure avec le PNUD un accord aux termes duquel le Bureau international assumera le rôle d'agent d'exécution du PNUD, ce qui facilitera la préparation, sur le plan administratif, de projets du type Fonds spécial.

66. L'Union s'est toujours efforcée d'exercer ses activités de façon aussi efficace et économique que possible et d'éviter tout double emploi avec l'ONU et les institutions spécialisées. Elle profite dans ces efforts de la longue expérience qu'elle a acquise dans la coordination des services postaux nationaux.

67. A titre d'exemple de la bonne gestion économique que l'UPU a su réaliser, M. Weber signale que le Conseil exécutif, qui devait examiner en 1966 une documentation dont le volume dépassait de 83 % celui de l'année précédente, y est parvenu en engageant seulement quatre fonctionnaires temporaires.

68. L'Union a décidé également de donner pleinement effet au système linguistique adopté au Congrès de Vienne et qui prévoit la traduction des documents, sur demande, dans n'importe quelle langue, aux frais des pays bénéficiaires. L'Union a déjà des services de tra-

duction en anglais et en arabe, et la création d'un service analogue de traduction en espagnol est à l'étude.

69. Le Conseil exécutif a décidé d'autre part de faire construire un nouveau bâtiment pour abriter son Bureau international à Berne, grâce à un prêt à faible intérêt consenti par la Confédération suisse et au don d'un terrain par la ville de Berne.

70. M. Weber réaffirme la volonté de l'Union de coopérer avec toutes les organisations du système des Nations Unies. L'Union n'est pas une organisation tech-

nique seulement, elle a aussi un caractère humanitaire, car c'est un droit fondamental de tout homme de pouvoir obtenir des nouvelles non seulement des personnes avec lesquelles il est en relations de travail, mais également des membres de sa famille, qui peuvent être des réfugiés ou des personnes expatriées. Il conviendrait que ce droit soit expressément énoncé, et une action commune pourrait être entreprise à cet effet par le Conseil économique et social et l'UPU.

La séance est levée à 17 h 20.